

Compte administratif 2010

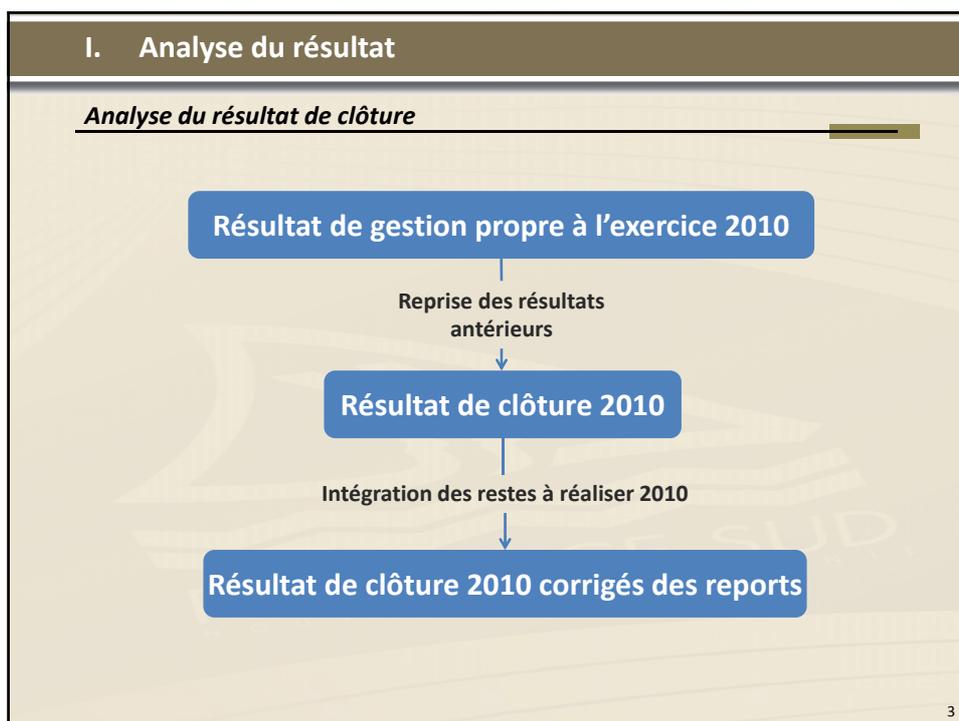
- Budget de la province Sud -

- I. Analyse du résultat
- II. Taux d'exécution
- III. Structure des dépenses et recettes 2010
- IV. Analyse financière rétrospective 2004-2010

Commission du budget, des finances et du patrimoine – 7 juin 2011

SOMMAIRE

- I. Analyse du résultat
- II. Taux d'exécution
- III. Structure des dépenses et recettes 2010
- IV. Analyse financière rétrospective 2004-2010



I. Analyse du résultat

Analyse du résultat de clôture

Résultat de gestion 2010 - 2 709 568 948

Un déficit de gestion moins marqué qu'en 2009
(rappel 2009 : -6,1 mds suite à la forte baisse des dotations NC de -9,6 mds de F)

Fonctionnement	Résultat de gestion :	- 3 294 463 072
	Recettes 2010 :	41 654 741 911
	Dépenses 2010 :	44 949 204 983
Investissement	Résultat de gestion :	584 894 124
	Recettes 2010 :	13 940 217 692
	Dépenses 2010 :	13 355 323 568

4

I. Analyse du résultat	
Analyse du résultat de clôture	
	Résultat de gestion 2010 - 2 709 568 948
	Résultat de clôture 2010 - 1 102 186 695
Fonctionnement	Résultat de gestion : - 3 294 463 072
	Résultat de clôture : 1 845 254 382
	<i>Résultats antérieurs cumulés : 5 139 717 454</i>
Investissement	Résultat de gestion : 584 894 124
	Résultat de clôture : - 2 947 441 077
	<i>Résultats antérieurs cumulés : - 3 532 335 201</i>
	Les excédents cumulés sur les exercices antérieurs (et notamment sur 2008 grâce au dynamisme des dotations NC) permettent de limiter le déficit de clôture du CA 2010.

5

I. Analyse du résultat	
Analyse du résultat de clôture	
	Résultat de gestion 2010 - 2 709 568 948
	Résultat de clôture 2010 - 1 102 186 695
	Résultat 2010 corrigé des reports + 2 288 316 122
Fonctionnement	Résultat de gestion : - 3 294 463 072
	Résultat de clôture : 1 845 254 382
	Résultat 2010 corrigé des reports : 1 845 254 382
	<i>Solde des crédits reportés : 0</i>
Investissement	Résultat de gestion : 584 894 124
	Résultat de clôture : - 2 947 441 077
	Résultat 2010 corrigé des reports : 443 061 740
	<i>Solde des crédits reportés : 3 390 502 817</i>
	En intégrant les dépenses et recettes non réalisées en 2009 et reportées en 2010, le résultat corrigé ressort à 2,3 mds F
	➤ 3,2 mds F d'emprunt contracté non mobilisé
	➤ 1,6 mds F de recettes attendues de l'Etat au titres des CD.

6

I. Analyse du résultat

Analyse du résultat de clôture

Résultat de gestion 2010 - 2 709 568 948

Résultat de clôture 2010 - 1 102 186 695

Résultat 2010 corrigé des reports + 2 288 316 122

Le résultat à reprendre au BS :

Déduction de l'anticipation du résultat au BP 2011 0

Ressources 2011 disponibles pour financer le BS 2011 + 2 288 316 122

7

SOMMAIRE

I. Analyse du résultat

II. Taux d'exécution

III. Structure des dépenses et recettes 2010

IV. Analyse financière rétrospective 2004-2010

II. Taux d'exécution

Exécution des RECETTES réelles

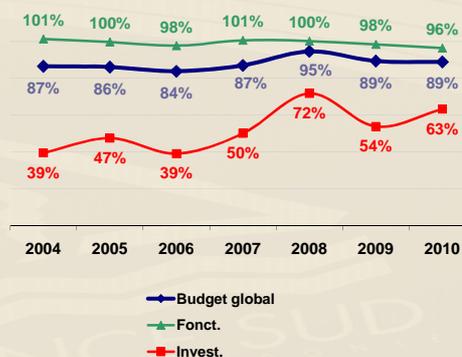
Prévu en MF Réalisé en MF Taux de réal.

Hors résultats reportés

55 816 49 616 89%

Invest. 12 655 MF	Invest. 8 003 MF	63%
Fonct. 43 161 MF	Fonct. 41 613 MF	96%

Meilleur taux de perception des recettes des contrats de développement en 2010.



Légère baisse du taux de réalisation des recettes de fonctionnement en 2010

(50% de taux de réalisation sur les produits des patentes).

9

II. Taux d'exécution

Exécution des DEPENSES réelles

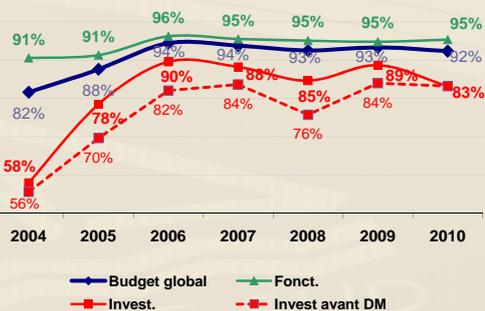
Prévu en MF Réalisé en MF Taux de réal.

Hors résultats reportés et provisions

56 652 52 325 92%

Invest. 13 875 MF	Invest. 11 544 MF	83%
Fonct. 42 777 MF	Fonct. 40 782 MF	95%

Amélioration des taux d'exécution sur la période (notamment en investissement).



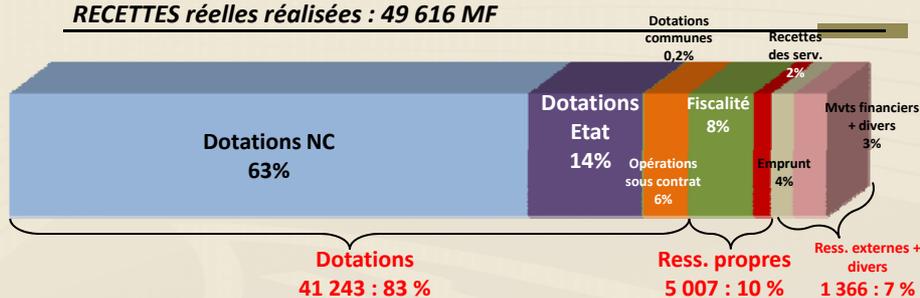
10

SOMMAIRE

- I. Analyse du résultat
- II. Taux d'exécution
- III. Structure des dépenses et recettes 2010**
- IV. Analyse financière rétrospective 2004-2010

III. Structure des dépenses et des recettes 2010

RECETTES réelles réalisées : 49 616 MF



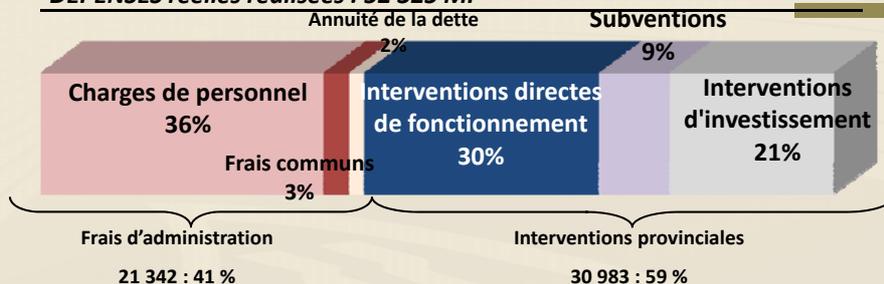
	2010	Evol. 2009-2010	Reports 2011
Dotations NC	31 477	+ 1 667	331
Dotations Etat	6 929	+ 110	0
Dotations communes	99	+ 41	7
Opérations sous contrat	2 737	+ 557	1 597
Fiscalité	3 927	+ 316	214
Recettes des serv.	1 080	- 156	65
Emprunt	2 000	+ 2 000	3 200
Mvts financiers	398	- 42	0
Recettes diverses	968	+ 345	133
TOTAL RECETTES	49 616	+ 4 839	5 547

	2010	Evol. 2009-2010	Reports 2011
Com. Téléphoniques	1 465	+ 18	
Droits d'enregistrement	1 271	+ 201	179
Patentes	714	- 14	
Contributions foncières	277	+ 191	
Taxes nuités	142	- 80	35
Licence débits boissons	57	- 0,1	
TOTAL RECETTES	3 927	+ 316	214

12

III. Structure des dépenses et des recettes 2010

DEPENSES réelles réalisées : 52 325 MF

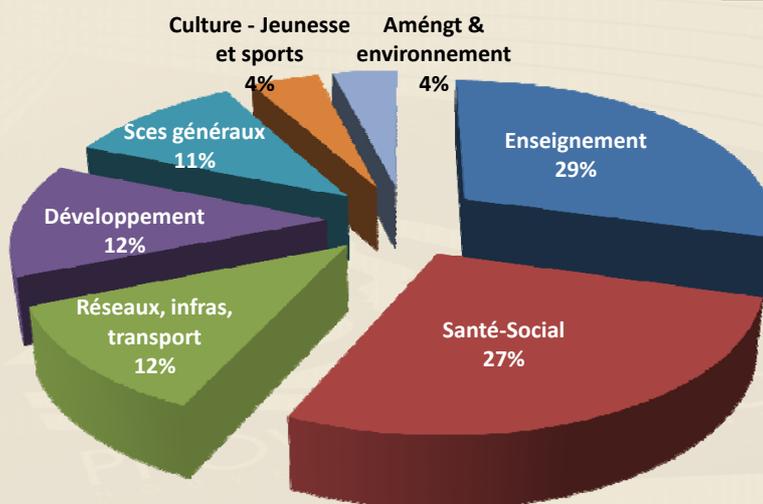


Fonction	Charges de personnel	Frais communs + annuité de la dette	Intervent° directes FONC	Subv. FONC	Interv. INVEST	TOTAL	
Enseignement	9 704	67	3 533	64	2 025	15 393	29%
Santé-Social	2 680	237	7 810	1 360	2 217	14 303	27%
Réseaux, infras, transport	1 594	735	1 180	62	2 731	6 302	12%
Développement	1 367	50	2 132	2 119	864	6 533	12%
Sces généraux	2 258	1 440	42	23	1 856	5 619	11%
Culture - Jeunesse et sports	427	54	311	784	574	2 151	4%
Améngt & environnement	630	98	496	211	589	2 025	4%
TOTAL	18 660	2 682	15 503	4 623	10 857	52 325	100%

13

III. Structure des dépenses et des recettes 2010

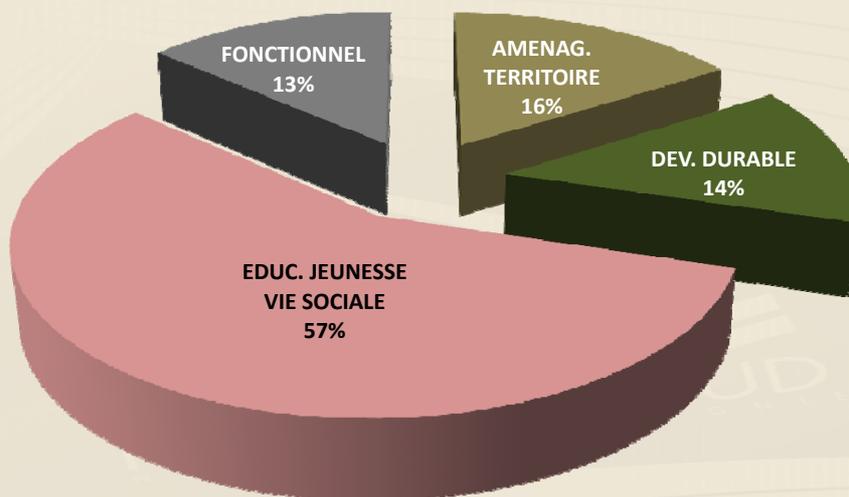
DEPENSES réelles réalisées : 52 325 MF



14

III. Structure des dépenses et des recettes 2010

DEPENSES réelles réalisées : 52 325 MF



15

SOMMAIRE

- I. Analyse du résultat
- II. Taux d'exécution
- III. Structure des dépenses et recettes 2010
- IV. Analyse financière rétrospective 2004-2010**

IV. Analyse financière 2004-2010

Préambule à l'analyse financière

Deux indicateurs clés d'analyse financière :

□ **L'épargne brute** qui permet de mesurer la capacité de la collectivité à dégager des ressources propres de fonctionnement pour :

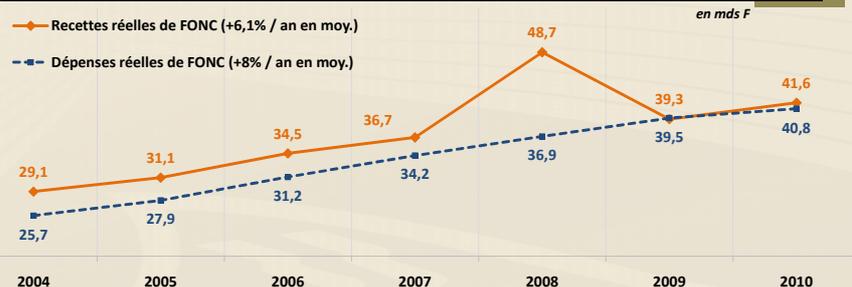
- rembourser la dette,
- autofinancer une partie de ses investissements (y compris l'amortissement des subventions d'investissement versées).

□ **Le niveau de l'endettement** dans le financement des investissements.

17

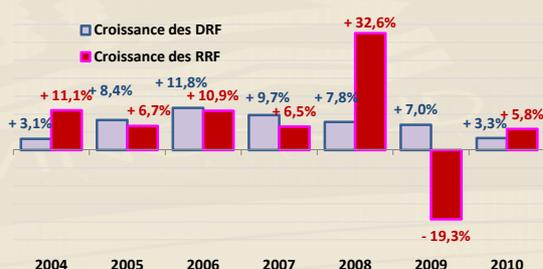
IV. Analyse financière 2004-2010

Analyse de l'épargne brute



En moyenne sur la période 2004-2010, les dépenses augmentent plus rapidement que les recettes, principale exception en 2008 (conjuncture économique fortement favorable).

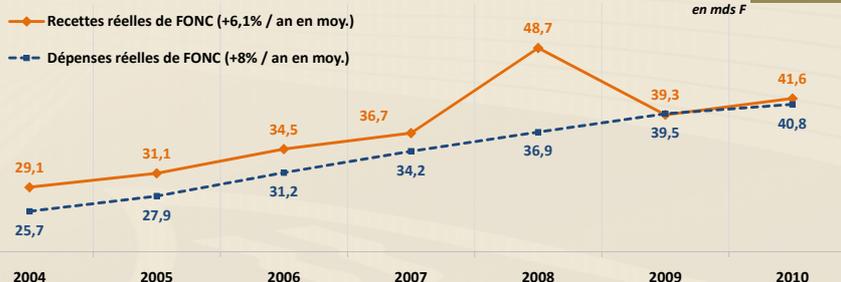
Après une aggravation de l'effet de ciseau en 2009 (chute des recettes parallèle à la poursuite du dynamisme des dépenses), la situation est inversée en 2010 grâce notamment à une maîtrise des dépenses de fonctionnement (qui augmente de +3,3 % contre +9 % en moyenne sur la période rétrospective).



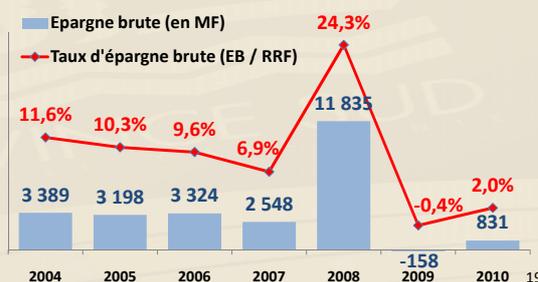
18

IV. Analyse financière 2004-2010

Analyse de l'épargne brute



La collectivité dégage ainsi de l'épargne brute en 2010, mais qui reste insuffisante pour couvrir l'amortissement obligatoire des subventions d'équipement versées (3,9 mds de F).



IV. Analyse financière 2004-2010

Explications sur l'évolution de l'épargne brute

Afin de comprendre l'évolution de l'épargne brute ces deux dernières années, il est nécessaire d'observer :

- L'évolution des grands postes de recettes de fonctionnement, et notamment la principale ressource de fonctionnement : la dotation globale de fonctionnement de la NC.
- L'évolution des principaux postes de dépenses de fonctionnement avec notamment les charges de personnel, les subventions et les interventions directes de fonctionnement.

IV. Analyse financière 2004-2010

Explications sur l'évolution de l'épargne brute

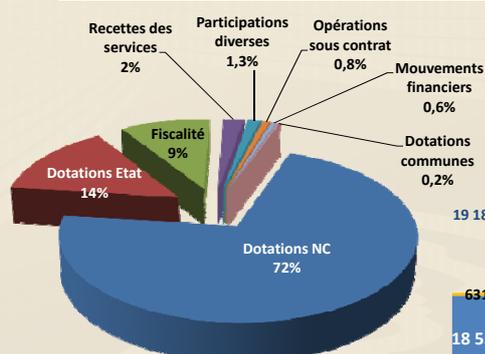
Afin de comprendre l'évolution de l'épargne brute ces deux dernières années, il est nécessaire d'observer :

- L'évolution des grands postes de **recettes de fonctionnement**, et notamment la principale ressource de fonctionnement : la dotation globale de fonctionnement de la NC.
- L'évolution des principaux postes de dépenses de fonctionnement avec notamment les charges de personnel, les subventions et les interventions directes de fonctionnement.

21

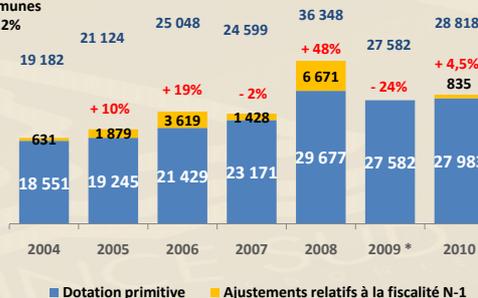
IV. Analyse financière 2004-2010

Evolution des recettes de fonctionnement



Dotation de la NC, première ressource de financement de la section de fonctionnement

Perception de la DGFNC (en MF)



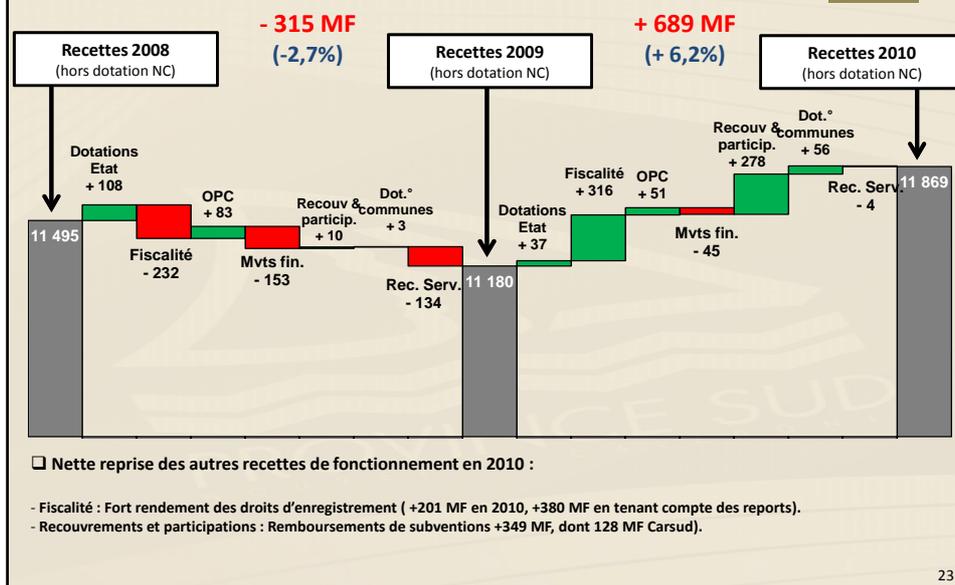
En 2010, l'évolution de perception de DGF s'établit à +4,5% (+6,9% en tenant compte de l'ajustement négatif de 2009).

* En 2009, l'ajustement relatif à la fiscalité N-1 était négatif de 655 MF en fonctionnement. Le remboursement par la province Sud s'effectue à hauteur de 50% de ce montant sur 3 ans, en investissement.

22

IV. Analyse financière 2004-2010

Evolution des autres recettes de fonctionnement (en MF)



IV. Analyse financière 2004-2010

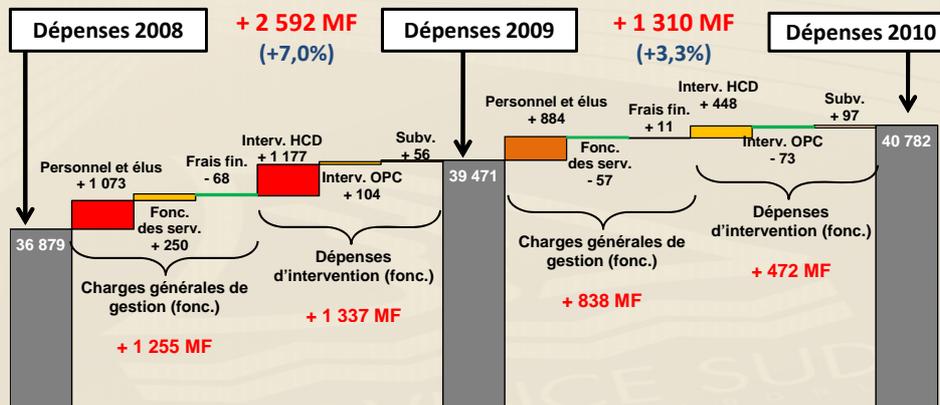
Explications sur l'évolution de l'épargne brute

Afin de comprendre l'évolution de l'épargne brute ces deux dernières années, il est nécessaire d'observer :

- ☐ L'évolution des grands postes de recettes de fonctionnement, et notamment la principale ressource de fonctionnement : la dotation globale de fonctionnement de la NC.
 - ☐ L'évolution des principaux postes de dépenses de fonctionnement avec notamment les charges de personnel, les subventions et les interventions directes de fonctionnement.
- 24

IV. Analyse financière 2004-2010

Evolution des dépenses de fonctionnement (en MF)



☐ Net ralentissement de l'évolution des dépenses de fonctionnement en 2010, avec notamment :

- Personnel : + 884 MF (+5%) contre + 1 073 MF (+6,4%) en 2009
- Interventions HCD : + 448 MF contre + 1 177 MF en 2009

25

IV. Analyse financière 2004-2010

Zoom sur les charges de personnel (en MF)

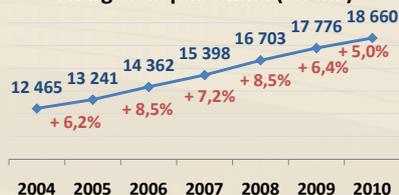
☐ Un niveau incompressible de croissance des charges de personnel : GVT + valeur de point en nette hausse en 2010 ;

☐ Poids des mesures « externes » ces 3 dernières années (Statuts, cotisations, régime indemnitaire...).

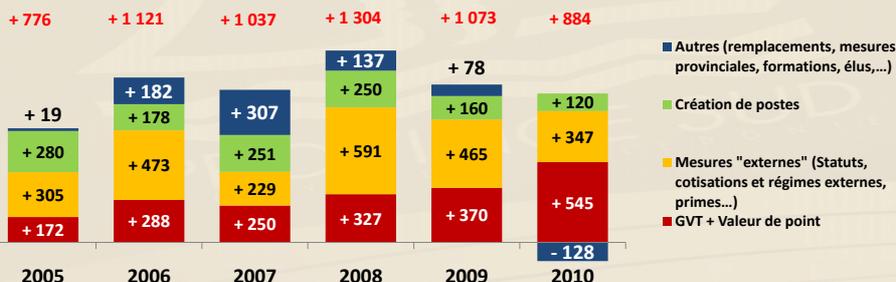
Evolution des recettes en 2010 hors « mesures externes » : + 3,0%

☐ Ralentissement de la croissance des charges de personnel en 2010 liée notamment à la baisse des crédits de remplacement.

Charges de personnel (en MF)



Evolution annuelle des charges de personnel



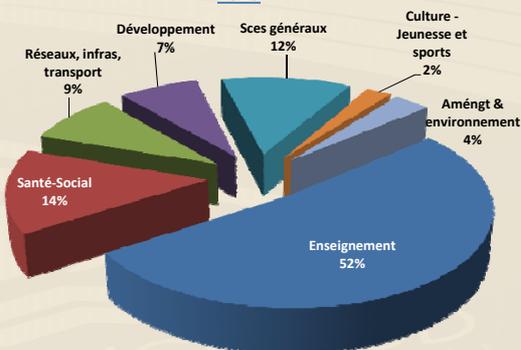
26

IV. Analyse financière 2004-2010

Zoom sur les charges de personnel (en MF)

Répartition masse salariale par fonction en 2010

	2010
Enseignement	9 704
Santé social	2 680
Réseau, infra., transports	1 594
Développement	1 367
Sces généraux	2 258
Culture, jeunesse et sport	427
Aménagement, environnement	630
Total frais de personnel et élus	18 660



27

IV. Analyse financière 2004-2010

Zoom sur les subventions (en MF)

Subventions (en MF)



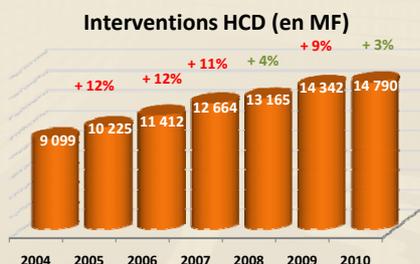
Tassement de la croissance des subventions en 2009 et 2010.

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	évol. Moy./an 2004-2010
Sces généraux	27	22	7	14	23	19	23	- 3%
Enseignement	22	43	26	83	77	113	64	+ 19%
Culture - Jeunesse et sports	374	427	502	570	638	788	784	+ 13%
Santé-Social	649	734	701	928	1 003	1 079	1 360	+ 13%
Réseaux, infras, transport	43	28	32	33	16	25	62	+ 6%
Aménagt & environnement	30	37	82	62	77	74	211	+ 39%
Développement	1 146	1 287	2 030	2 127	2 638	2 428	2 119	+ 11%
Total	2 290	2 578	3 380	3 817	4 470	4 526	4 623	+ 12%

28

IV. Analyse financière 2004-2010

Zoom sur les interventions de fonc. HCD (en MF)



Retour à une croissance modérée des interventions HCD en 2010.

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	évol. moy./an 2004-2010
Sces généraux	63	101	89	66	70	65	42	- 7%
Enseignement	1 967	2 258	2 575	2 825	2 893	3 157	3 419	+ 10%
Culture - Jeunesse et sports	57	94	138	190	294	266	227	+ 26%
Santé-Social	5 439	6 051	6 225	7 013	6 794	7 258	7 785	+ 6%
Réseaux, infras, transport	599	703	649	772	923	1 184	1 180	+ 12%
Aménagt & environnement	157	160	335	231	337	407	475	+ 20%
Développement	816	857	1 400	1 566	1 854	2 006	1 663	+ 13%
TOTAL INTERV. HCD	9 099	10 225	11 412	12 664	13 165	14 342	14 790	+ 8%

29

IV. Analyse financière 2004-2010

Préambule à l'analyse financière

Deux indicateurs clés d'analyse financière :

L'épargne brute qui permet de mesurer la capacité de la collectivité à dégager des ressources propres de fonctionnement pour :

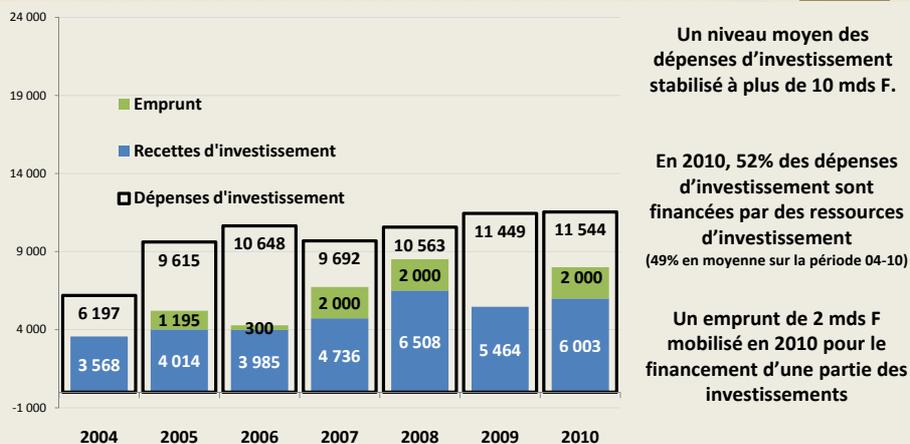
- rembourser la dette,
- autofinancer une partie de ses investissements (y compris l'amortissement des subventions d'investissement versées).

Le niveau de l'endettement dans le financement des investissements.

30

IV. Analyse financière 2004-2010

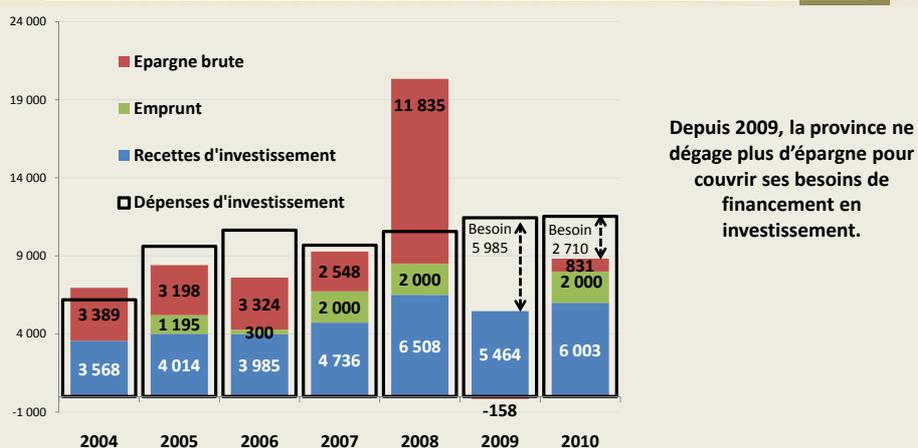
Financement de l'investissement



31

IV. Analyse financière 2004-2010

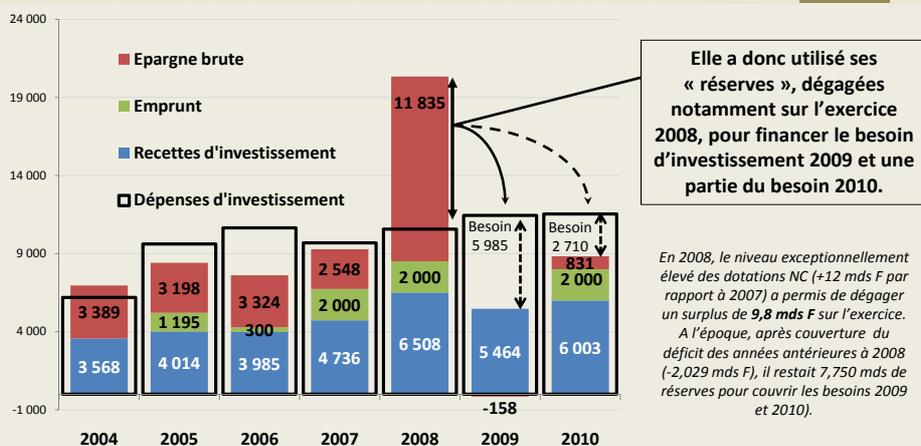
Financement de l'investissement



32

IV. Analyse financière 2004-2010

Financement de l'investissement

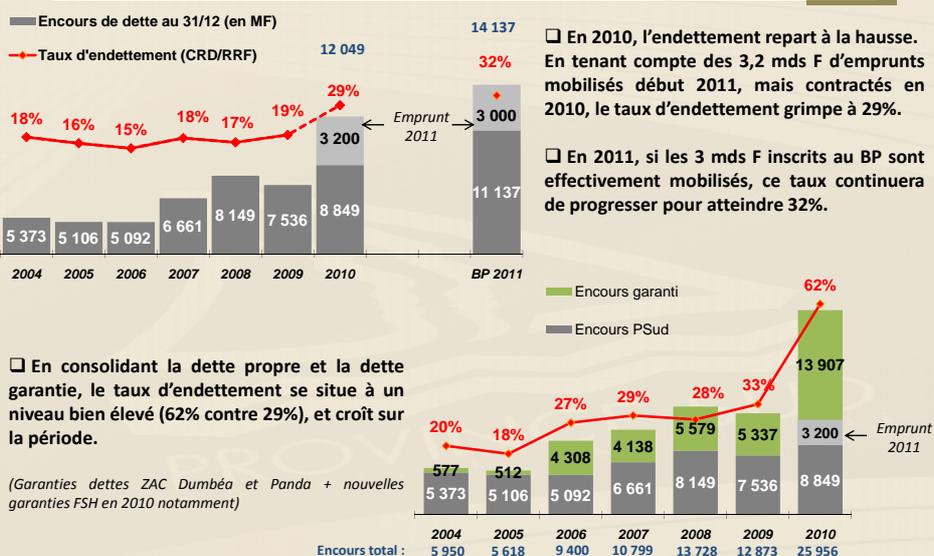


Pour 2010, le puisement dans le reste des réserves constituées sur l'exercice 2008 est insuffisant : le résultat de clôture est en effet déficitaire de -1,102 mds F.

33

IV. Analyse financière 2004-2010

Endettement



34

IV. Analyse financière 2004-2010

Conclusions sur l'analyse financière et le CA 2010

La collectivité ne parvient toujours pas à dégager un autofinancement suffisant :

Les efforts en matière de maîtrise des dépenses consentis dès 2010 et le retour à la croissance des recettes ont permis d'inverser légèrement la tendance de l'effet de ciseau, mais la situation reste toutefois fragile et l'inversement de tendance insuffisant.

La phase d'endettement s'accélère :

Toutes les réserves sont consommées en 2010 : le résultat de clôture est négatif et les reports de recettes sont essentiellement constitués d'emprunts.



Pour un retour à une situation financière saine [autofinancement minimum de 4 mds F et endettement conforme à la surface financière de la collectivité (<25-30%)], la collectivité doit :

- poursuivre ses efforts de gestion,
- trouver une nouvelle marge de manœuvre en matière de recettes conforme à ses compétences.